



Projet de loi de finances pour 2023 Examen des principaux éléments de l'équilibre

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 2 novembre 2022



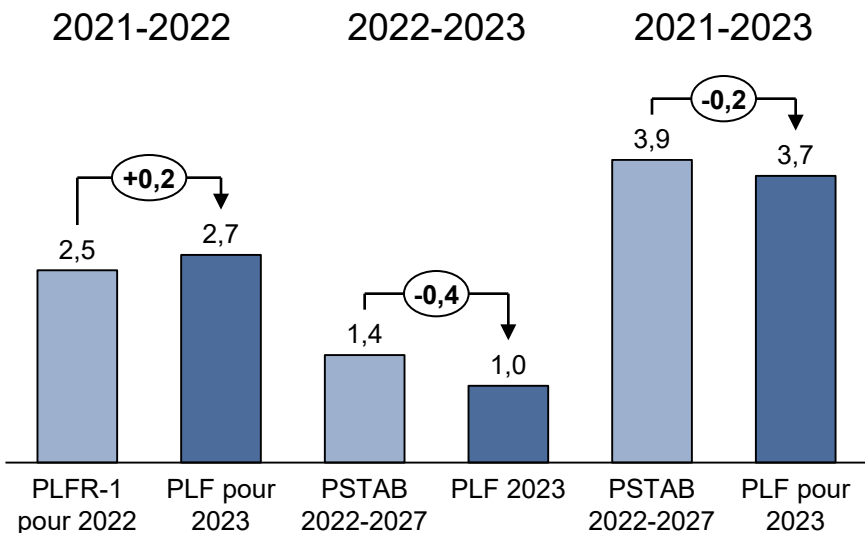


**Le scénario macroéconomique du
Gouvernement est trop optimiste si ce
n'est dépassé**

Le Gouvernement fait l'hypothèse d'une croissance de 2,7% en 2022 et de 1 % en 2023

Évolution de la prévision de croissance du Gouvernement

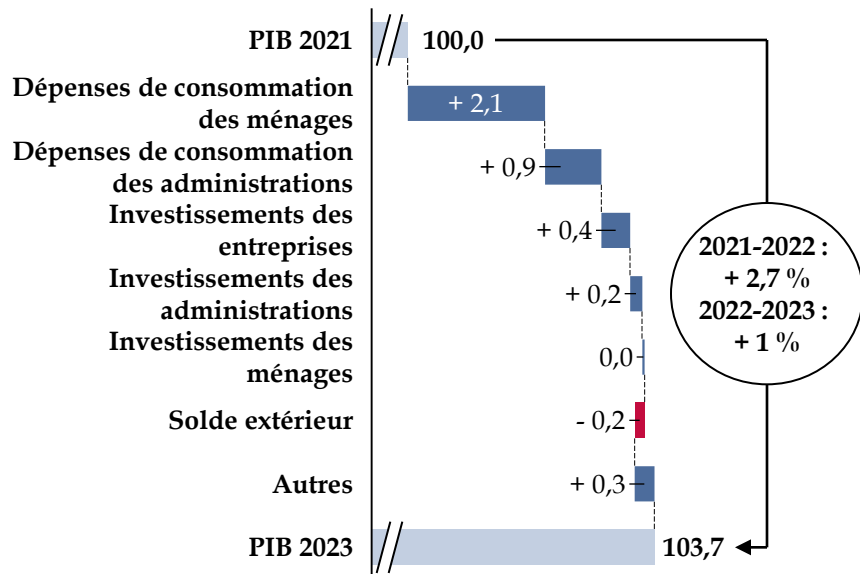
(en volume – en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

Décomposition de la prévision de croissance du Gouvernement

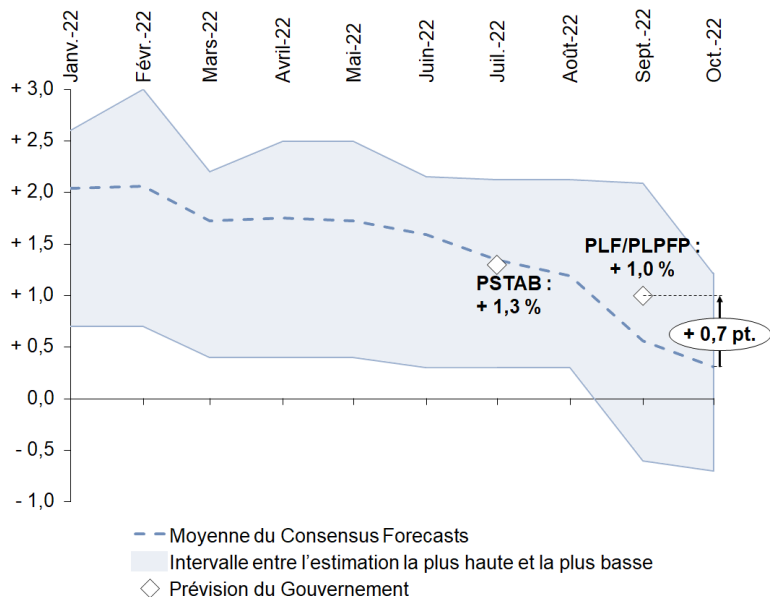
(en volume – en pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires et les comptes nationaux de l'INSEE

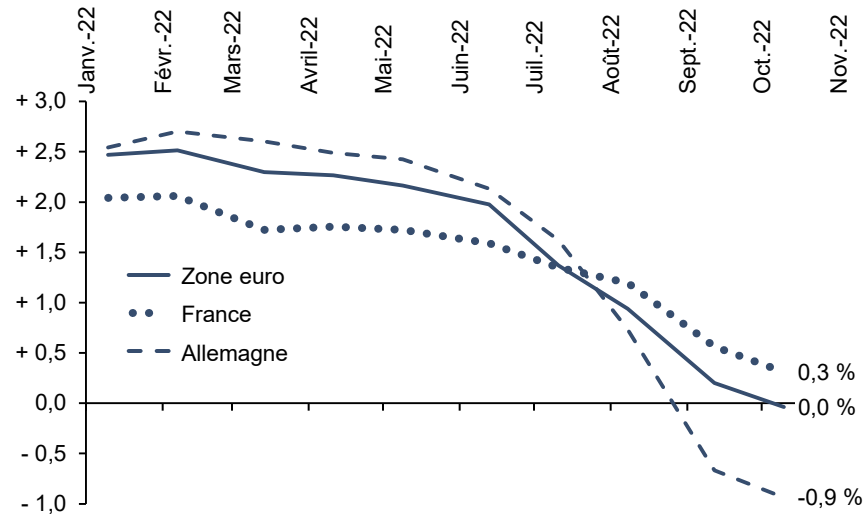
Au regard du consensus des économistes et des derniers développements conjoncturels, la prévision gouvernementale est trop optimiste

Évolution de la prévision de croissance du PIB pour la France en 2023 (en volume – en pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

Évolution de la prévision de croissance pour la zone euro, l'Allemagne et la France en 2023 (en volume – en pourcentage)

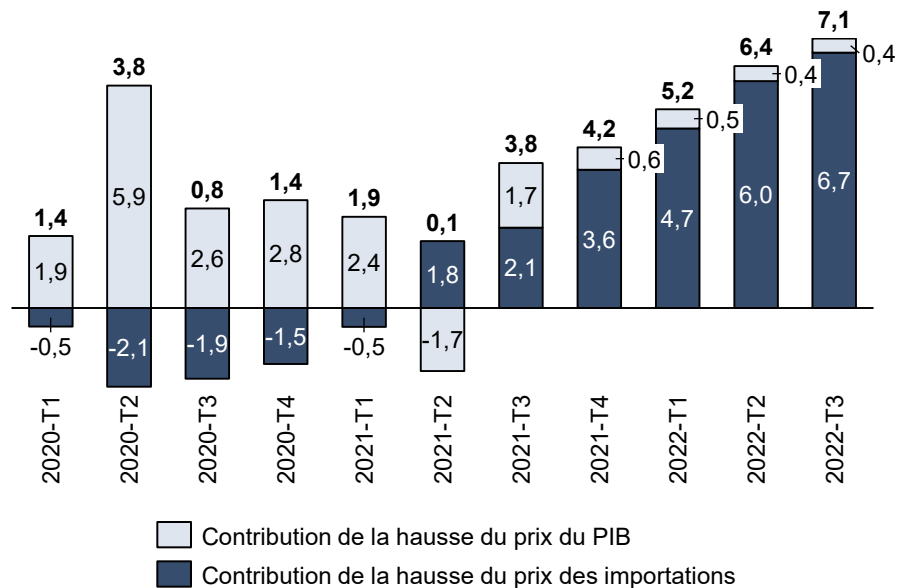


Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

L'inflation en France reste majoritairement importée et liée à la hausse des prix de l'énergie

Évolution du prix des ressources en comptabilité nationale

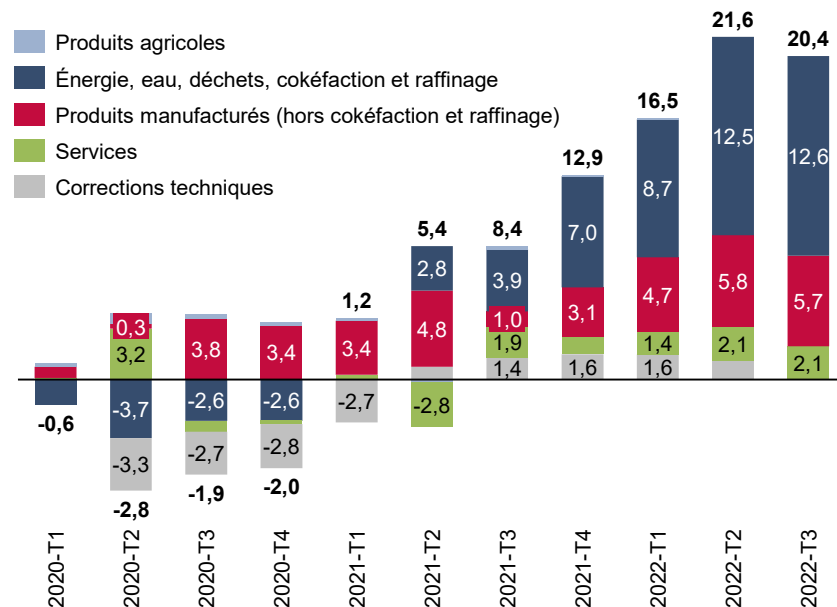
(en pourcentage – taux de croissance par rapport au trimestre de l'année précédente – contribution en point de pourcentage)



Source : calculs de la commission des finances du Sénat d'après les comptes nationaux trimestriels de l'INSEE

Évolution du prix des importations

(en pourcentage – taux de croissance par rapport au trimestre de l'année précédente – contribution en point de pourcentage)

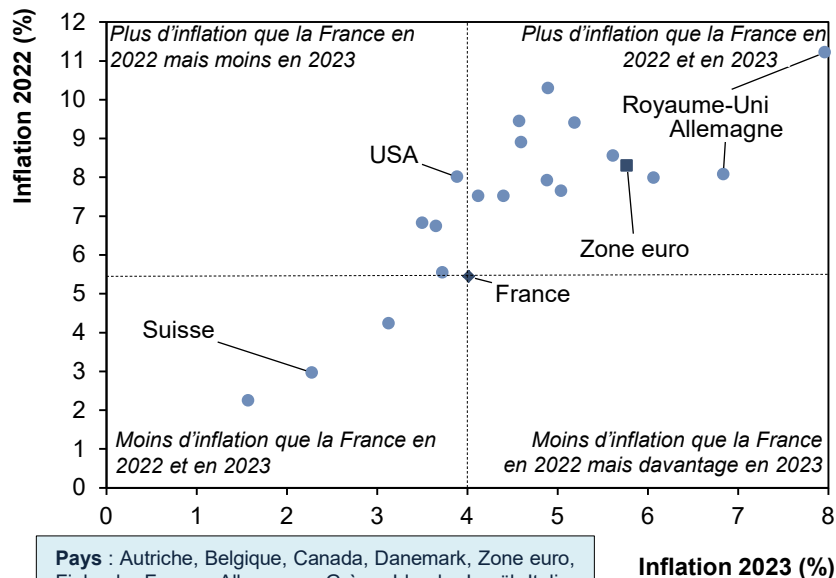


Source : commission des finances du Sénat d'après les prévisions du Consensus Forecasts de janvier à octobre 2022

Si l'inflation est mieux maîtrisée en France que dans d'autres pays, c'est au prix d'une forte mobilisation des comptes publics

Distribution de plusieurs économies développées selon leur taux d'inflation en 2022 et 2023

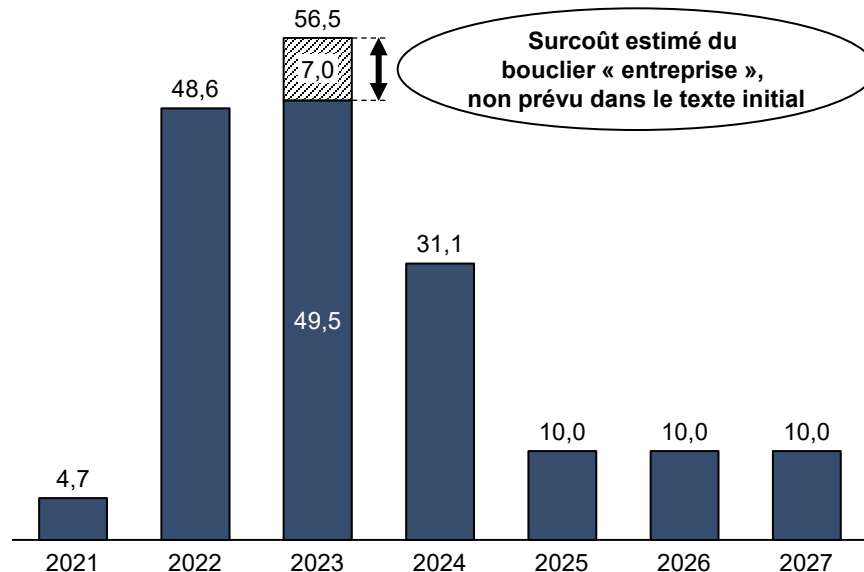
(en pourcentage)



Source : commission des finances d'après les prévisions du Consensus Forecasts d'octobre 2022

Évolution des dépenses engagées face à la crise de l'énergie

(en milliards d'euros)

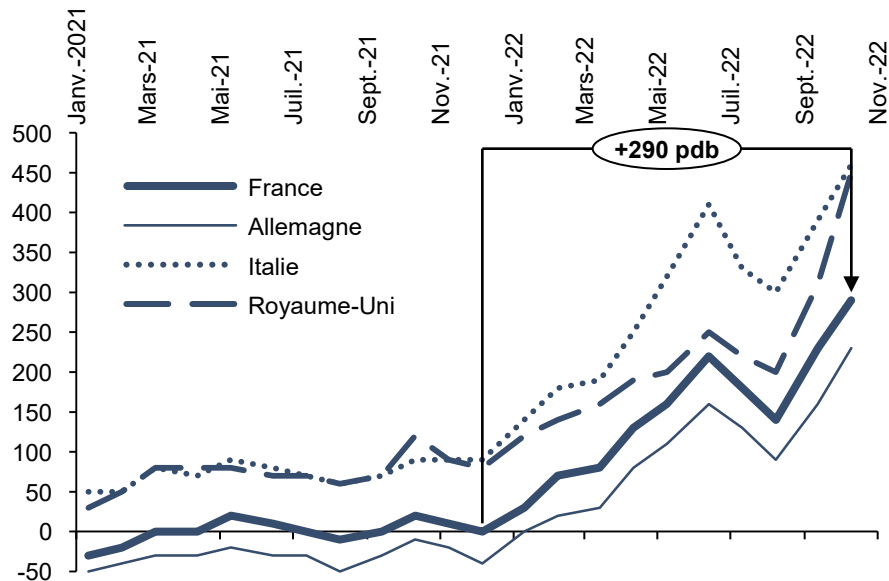


Source : commission des finances du Sénat d'après les réponses au 6 questionnaire du rapporteur général

Le redressement rapide des taux d'intérêts a soulevé le risque d'une fragmentation du marché obligataire en zone euro

Évolution des taux des obligations souveraines à 10 ans en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni

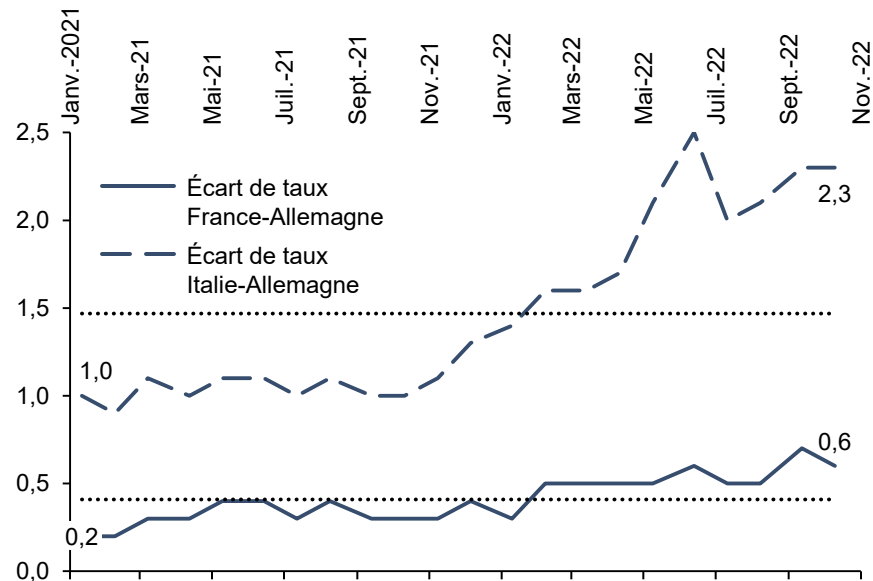
(en point de base)



Source : commission des finances d'après les données du Consensus Forecasts d'octobre 2022

Évolution de l'écart des rendements des obligations souveraines à 10 ans françaises et italiennes à celui de l'obligation souveraine allemande

(en pourcentage)



Source : commission des finances d'après les données du Consensus Forecasts d'octobre 2022

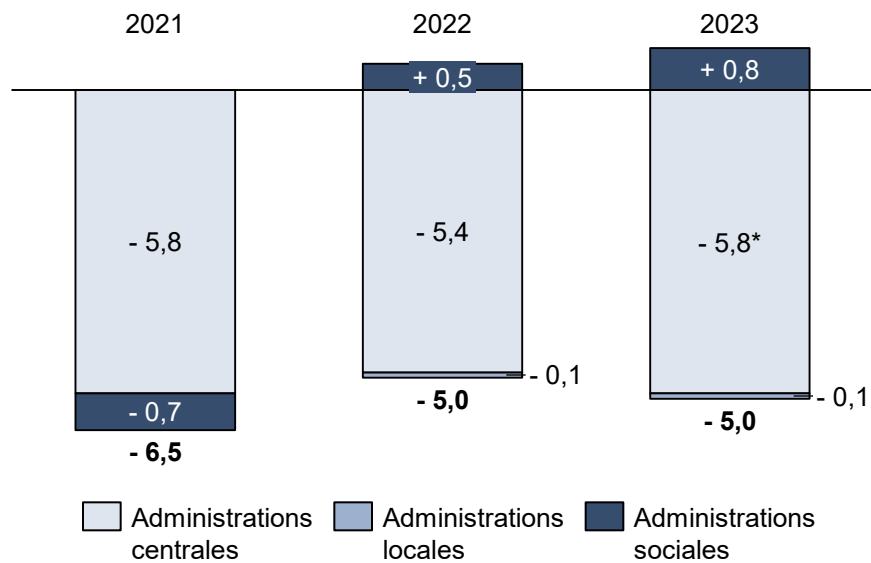


La dégradation des comptes publics ne s'explique pas uniquement par l'effet des mesures de crises et appelle une réponse immédiate

Les niveaux du solde public et de l'endettement public restent particulièrement dégradés

Prévision d'évolution du solde public

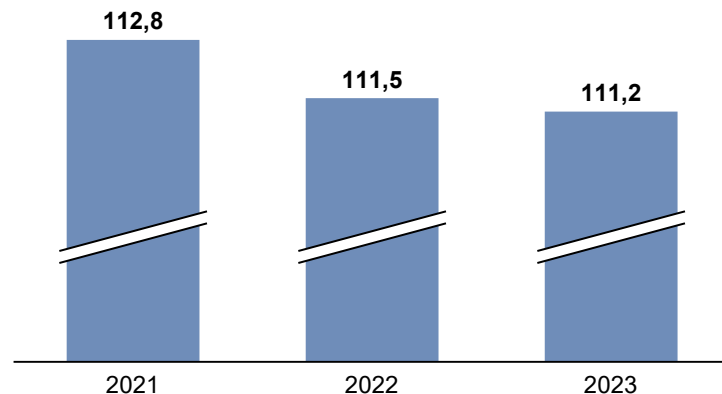
(en point de PIB – l'arrondi de la somme n'est pas nécessairement égal à la somme des arrondis)



Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Prévision d'évolution de l'endettement public

(en point de PIB)

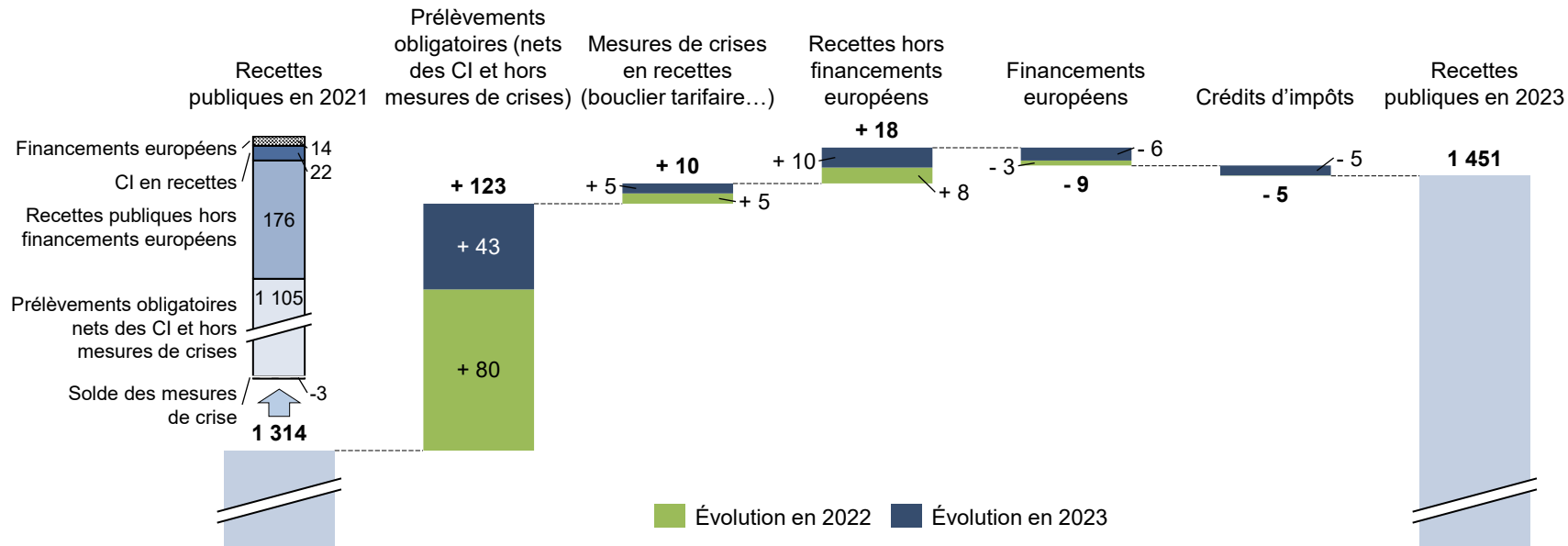


Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Les recettes progresseront moins rapidement en 2023 et seront soutenues de façon exceptionnelles par des versements de la part des producteurs d'électricité

Décomposition des facteurs d'évolution des recettes publiques entre 2021 et 2023

(en milliards d'euros)



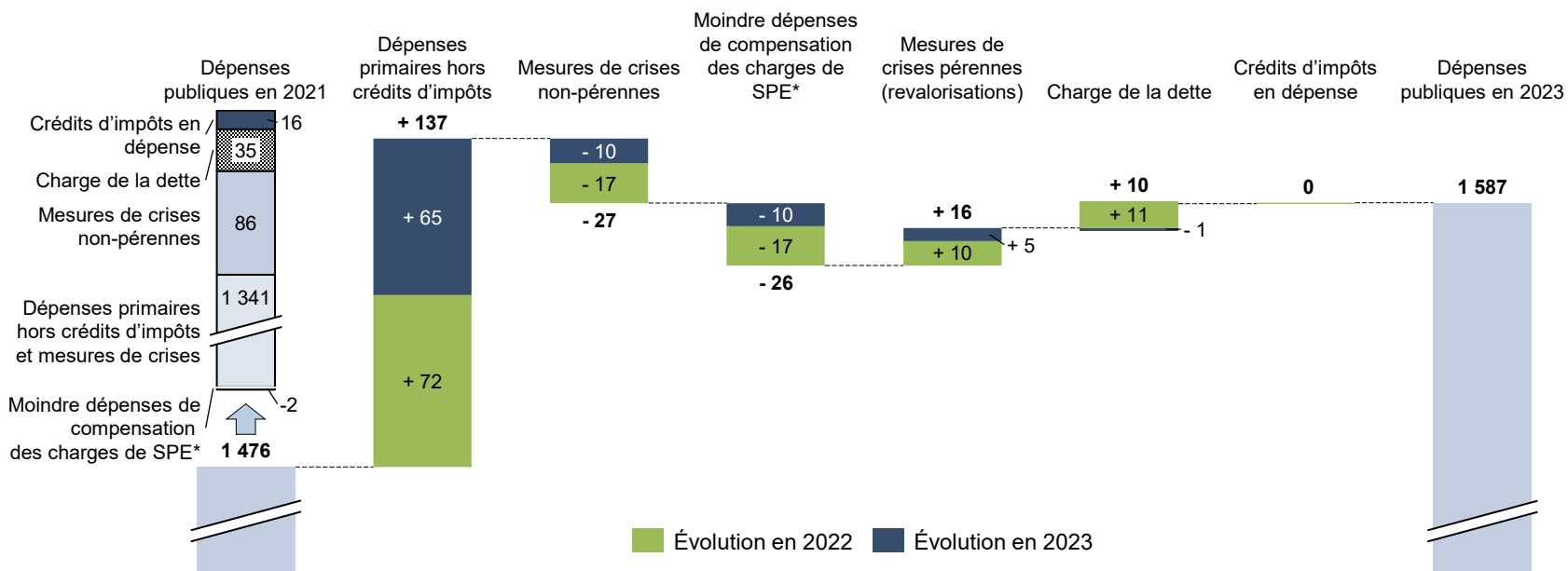
* CI : crédits d'impôts

Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

Les dépenses progressent fortement alors même que des économies temporaires bénéficient aux administrations publiques

Décomposition des facteurs d'évolution des dépenses publiques entre 2021 et 2023

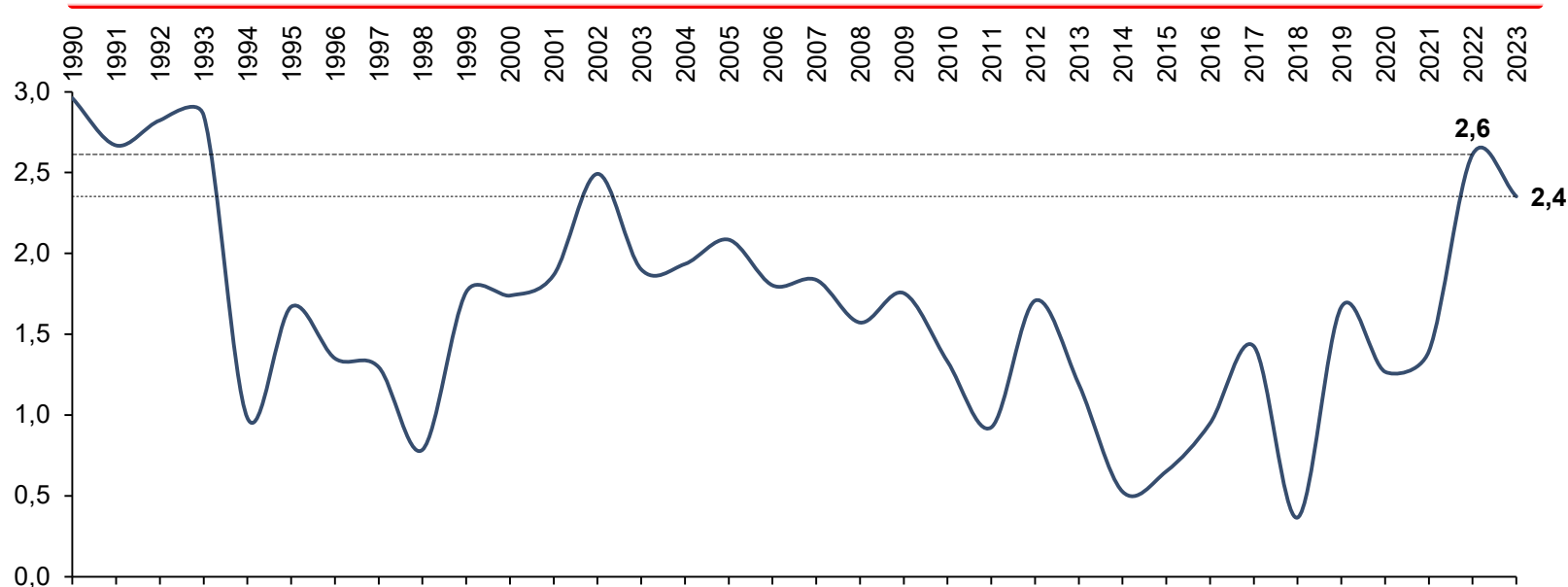
(en milliards d'euros)



Sur longue période et rapportée au PIB, la hausse des dépenses primaires hors mesures de crises est très importante

Progression en point de PIB des dépenses primaires retraitées des mesures de crise

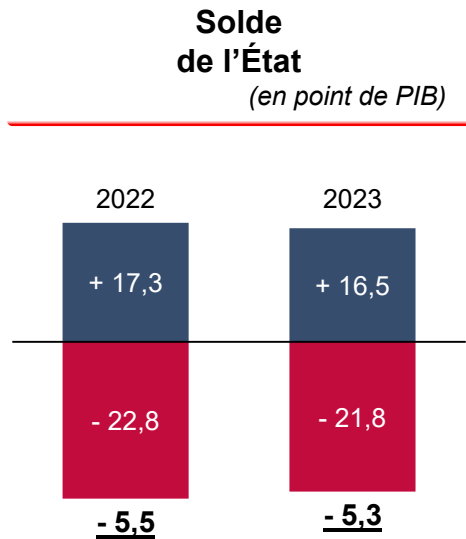
(en point de PIB)



Note : en 2009 et 2010 ainsi que de 2020 à 2023, les dépenses primaires sont retraitées du coût des mesures engagées pour faire face aux crises économiques, sanitaire et énergétique

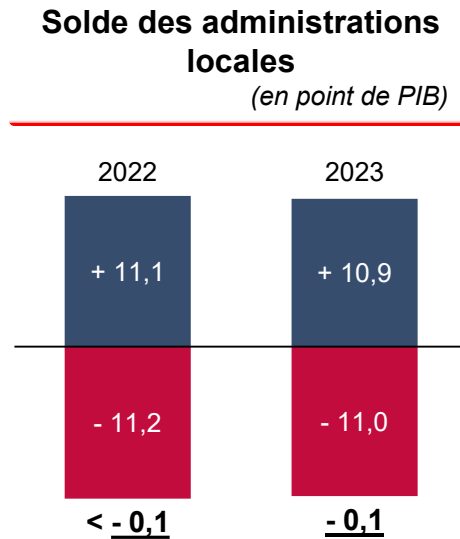
Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires et les comptes nationaux de l'INSEE

Les comptes de l'État expliquent l'entière dégradation des comptes des administrations publiques



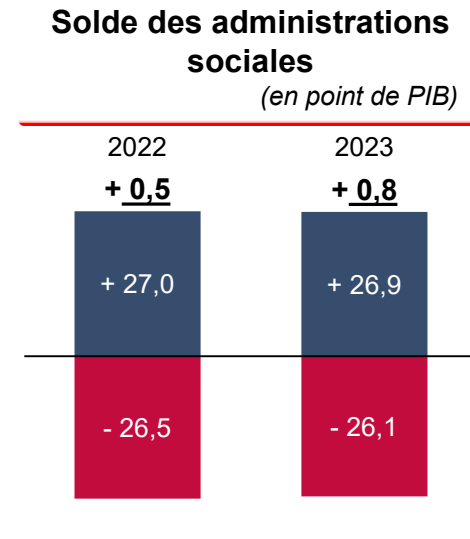
Note de lecture : en 2023, les dépenses de l'État représenteront 21,8 points de PIB et les recettes 16,5 points de PIB. Le solde des dépenses et des recettes s'élèverait donc à - 5,3 % du PIB

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires



■ Dépenses ■ Recettes

Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

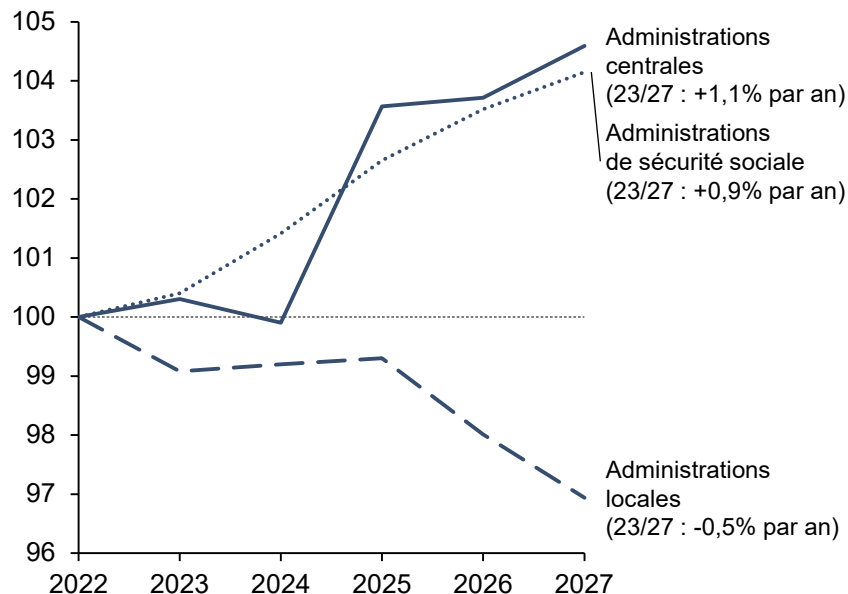


Source : commission des finances d'après les documents budgétaires

Une consolidation des comptes dans un délai rapide nécessite une maîtrise des dépenses dès l'année 2023

Trajectoire d'évolution des dépenses publiques proposée par le Gouvernement

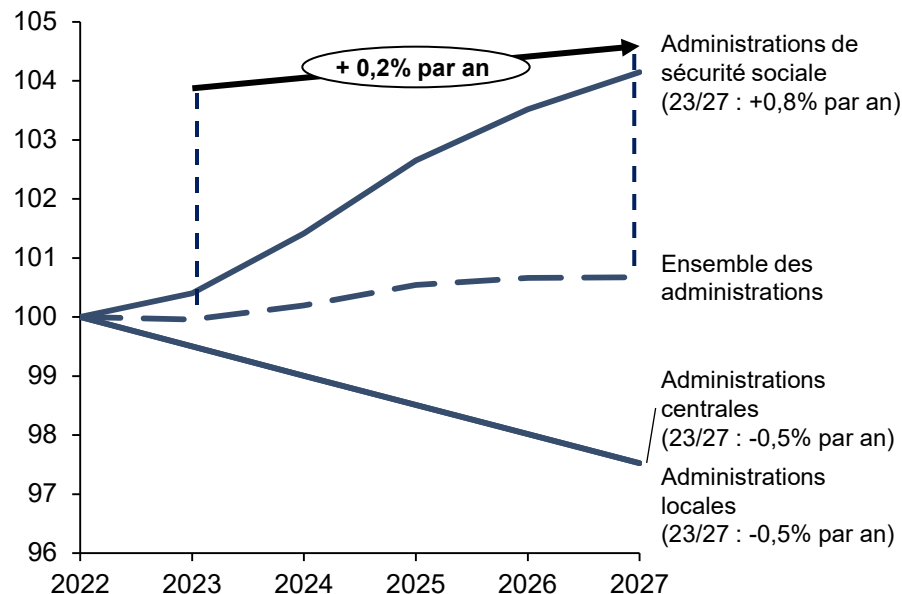
(hors charge de la dette et hors mesures de crises - en volume – base 100 en 2022)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

Trajectoire d'évolution de la dépense publique proposée par la commission des finances

(hors charge de la dette et hors mesures de crises - en volume – base 100 en 2022)



Source : calculs de la commission des finances d'après les documents budgétaires

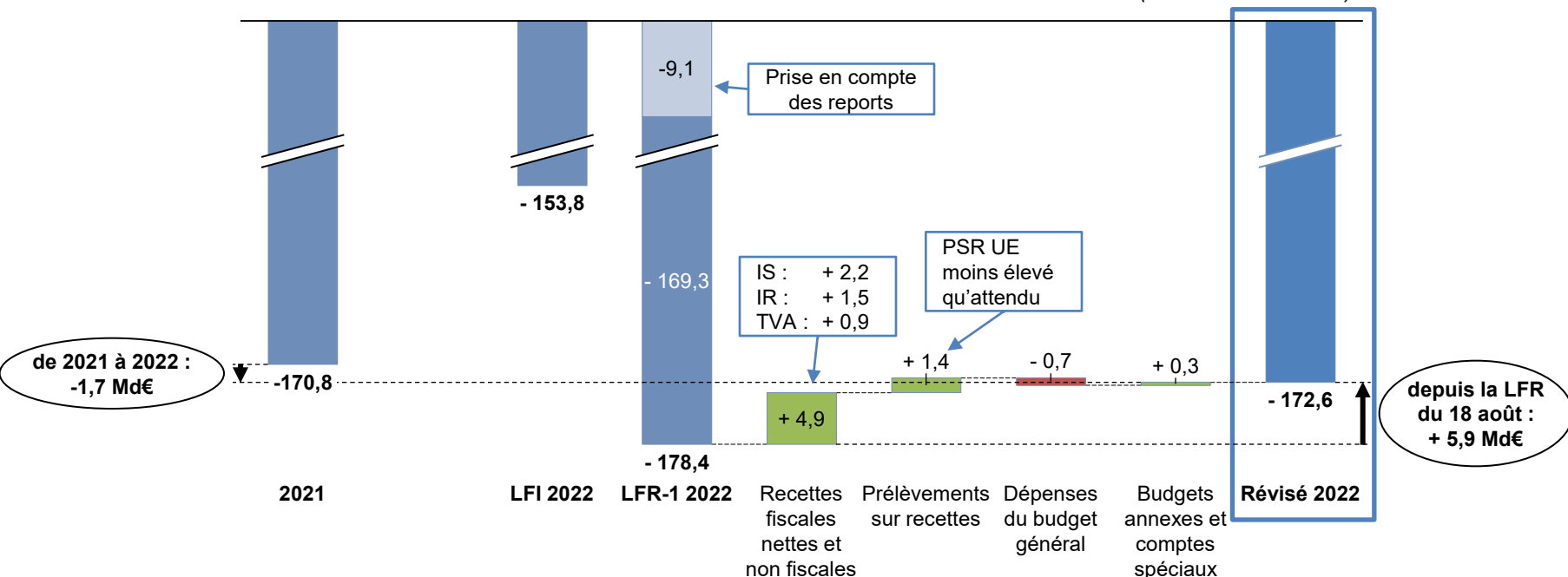


Le déficit budgétaire de l'État ne quitte pas les sommets atteints pendant la crise sanitaire

En 2022, le déficit est légèrement amélioré par les rentrées fiscales mais demeure supérieur à celui de 2021

Évolution des estimations de solde budgétaire en 2022

(en milliards d'euros)

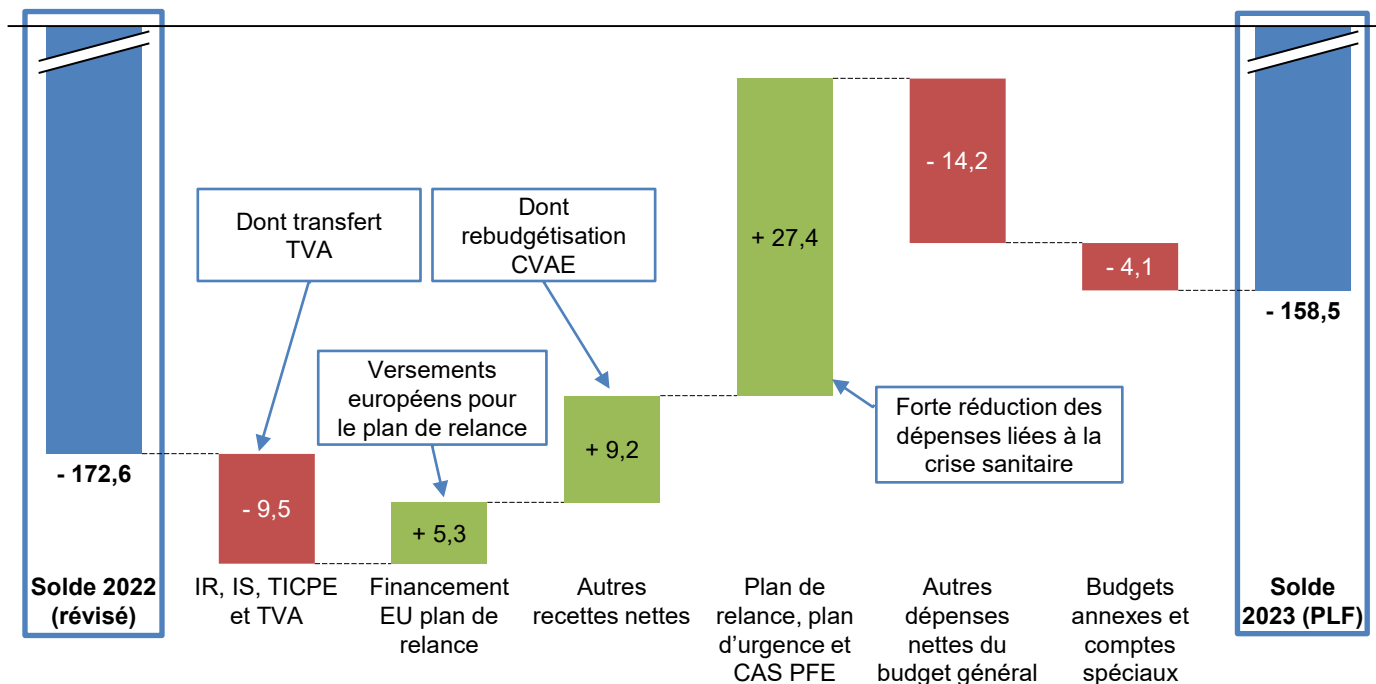


Source : commission des finances du Sénat. L'estimation révisée correspond à celle présentée en septembre 2022 (présentation du projet de loi de finances pour 2023) et non à celle résultant du projet de loi de finances rectificative de fin d'année, non encore connue.

Le déficit présenté pour 2023, tout en restant très élevé, bénéficierait de la réduction des dépenses liées à la crise sanitaire

Évolution du déficit budgétaire de l'État entre 2022 et 2023

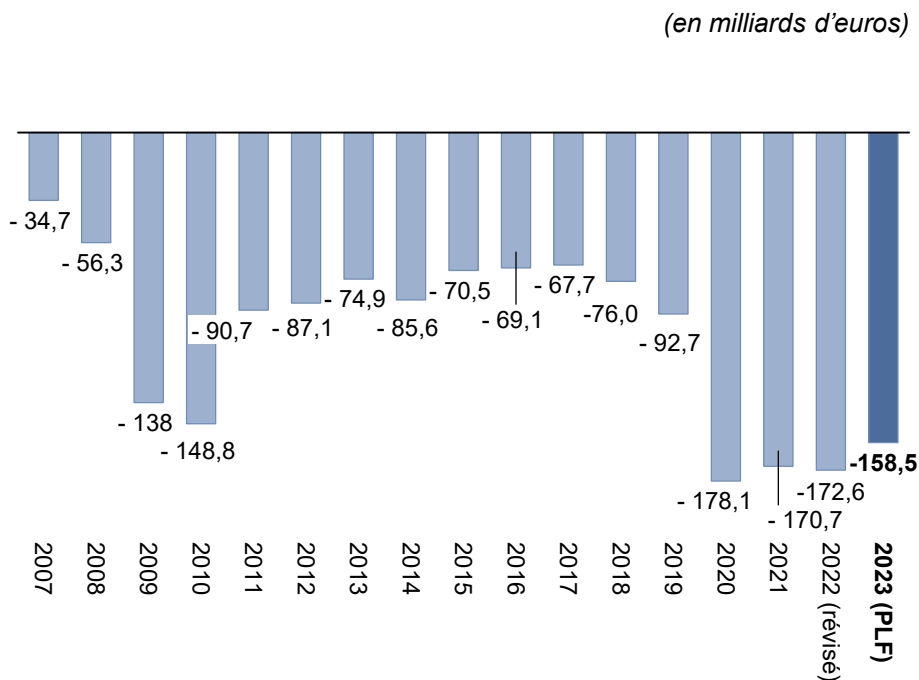
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

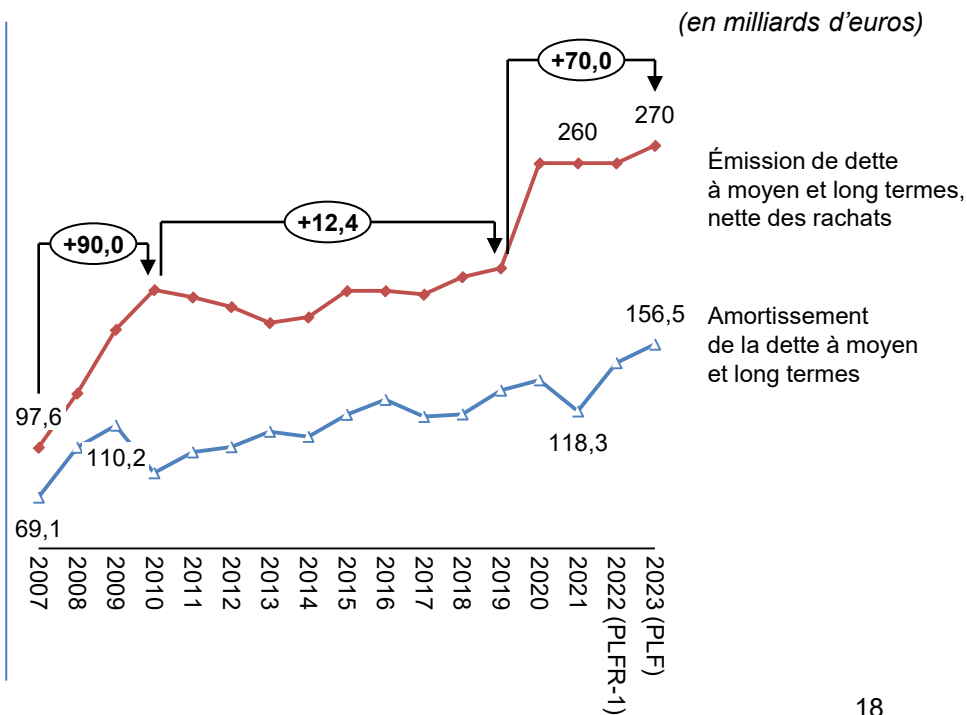
L'accumulation des déficits nécessite des emprunts nouveaux et oblige à des remboursements de dette toujours plus élevés

Historique du déficit budgétaire



Source : commission des finances du Sénat

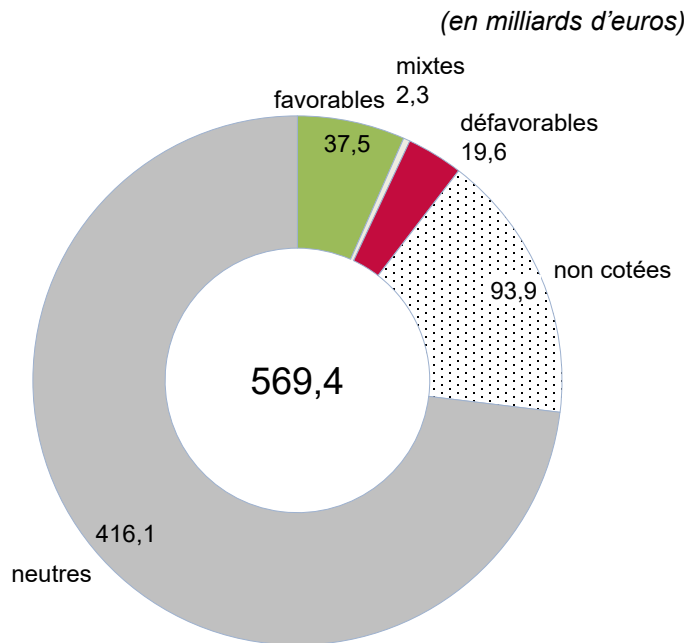
Progression des émissions de dette et des charges de remboursement



Source : commission des finances du Sénat

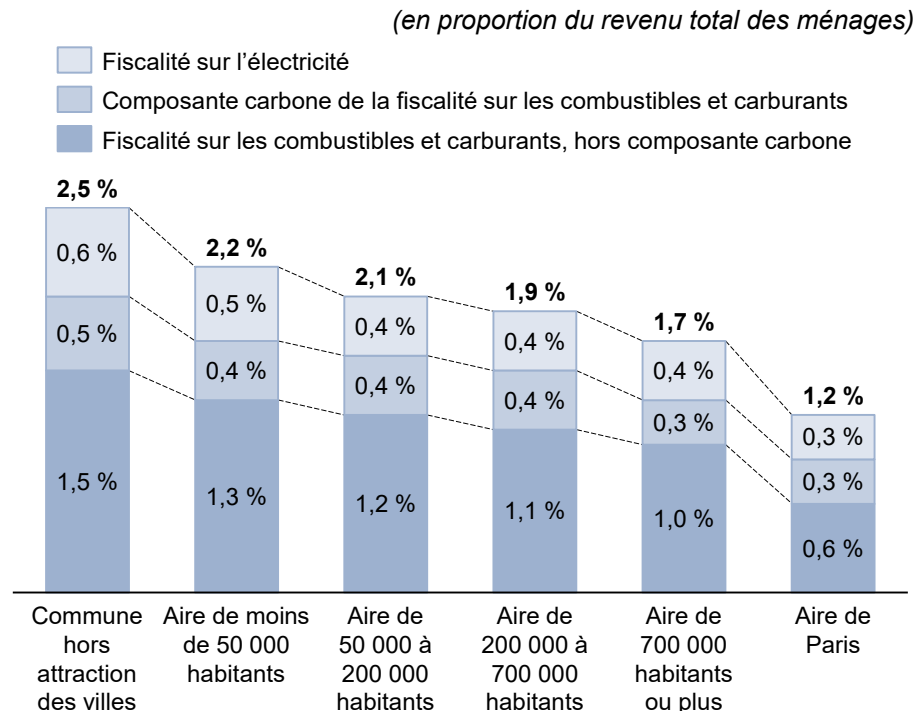
Le montant des dépenses défavorables au climat est multiplié par deux en 2023, tandis que la fiscalité énergétique pèse de manière inéquitable sur les ménages

Cotation environnementale des dépenses de l'État



Source : commission des finances du Sénat, à partir du rapport sur l'impact environnemental du budget

La fiscalité énergétique dans le revenu des ménages



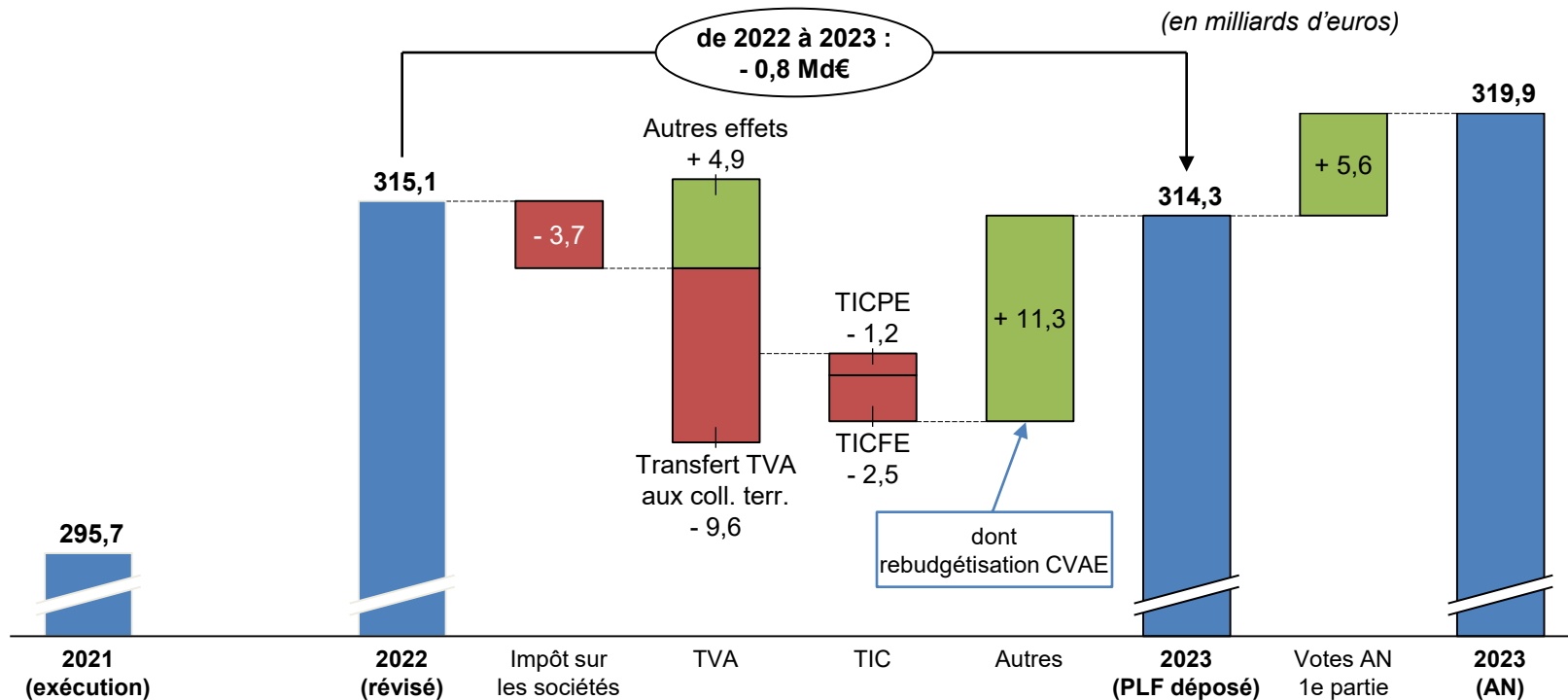
Source : commission des finances du Sénat, à partir du rapport sur l'impact environnemental du budget

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall is filled with people seated at desks, facing a central stage area. The architecture is ornate, featuring classical columns and statues. The text is centered in the middle of the image.

• **Les recettes de l'État diminuent
de 2,7 % en volume**

Les recettes fiscales nettes se réduisent sous l'effet de nouveaux transferts de fiscalité

Évolution des recettes fiscales nettes de 2022 à 2023

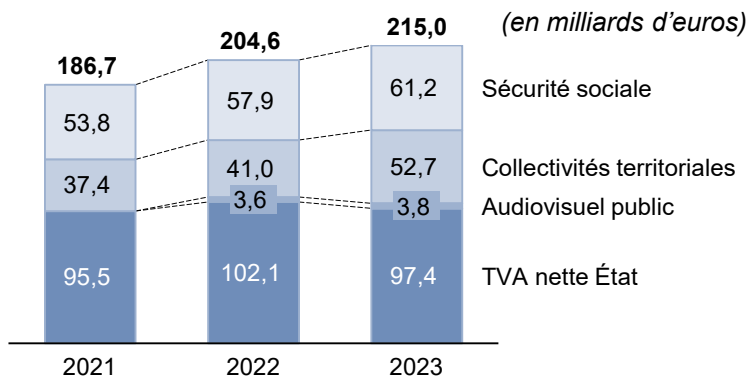


TIC : taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et sur la consommation finale d'électricité (TICFE).

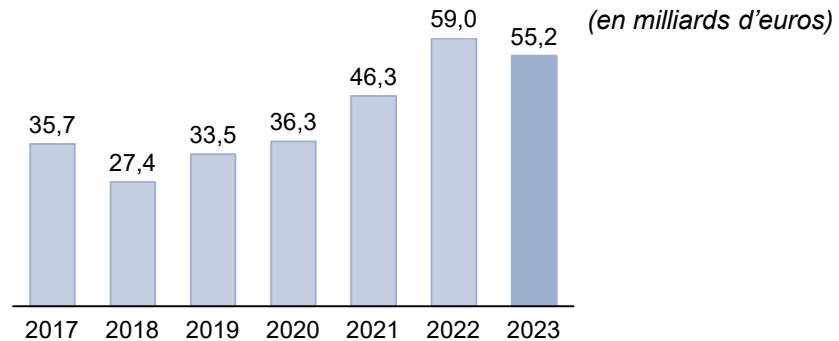
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires.

Les recettes des grands impôts revenant à l'État sont stables ou en diminution

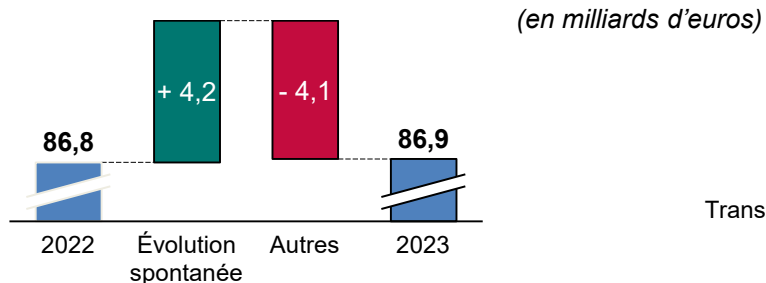
Répartition de la TVA nette



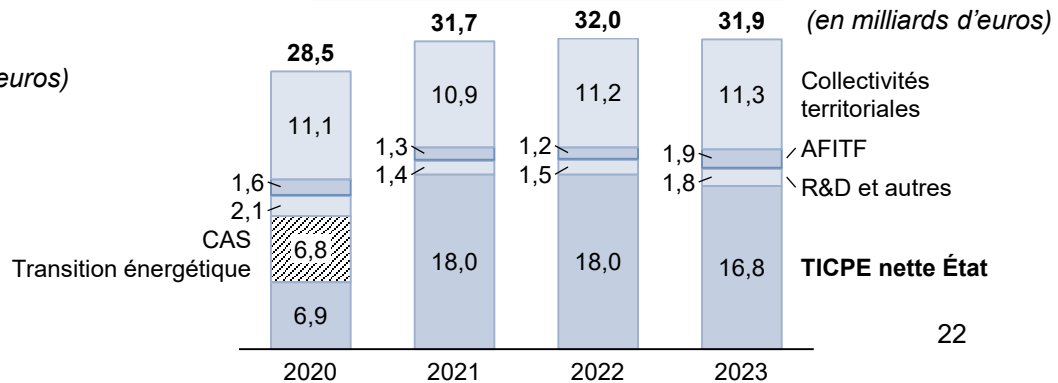
Impôt sur les sociétés (IS) net



Impôt sur le revenu



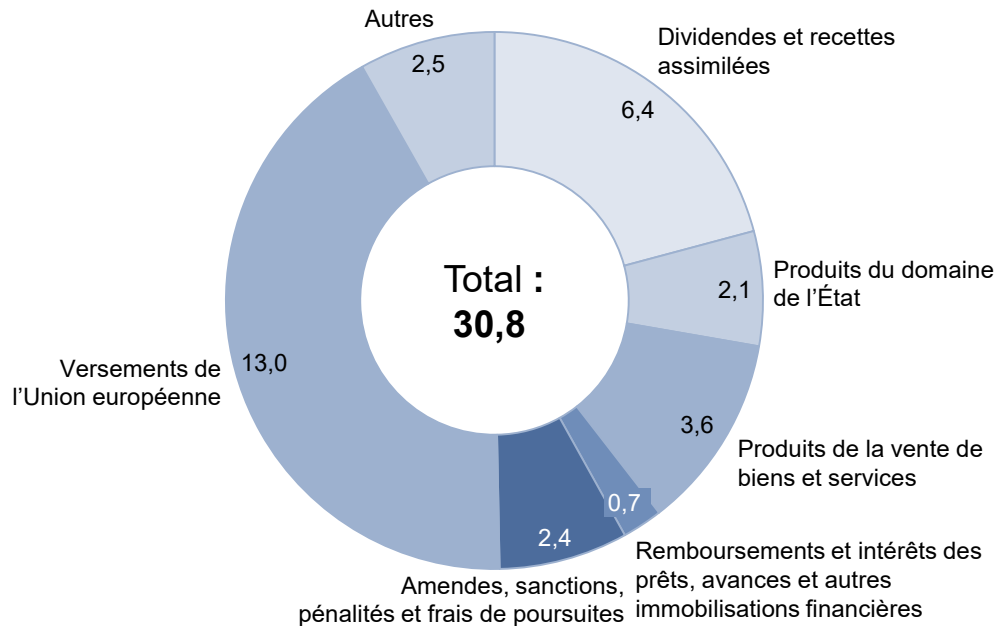
Répartition de la TICPE



Le versement de l'Union européenne au titre du plan de relance occupe une place majeure parmi les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales en 2023

(en milliards d'euros)



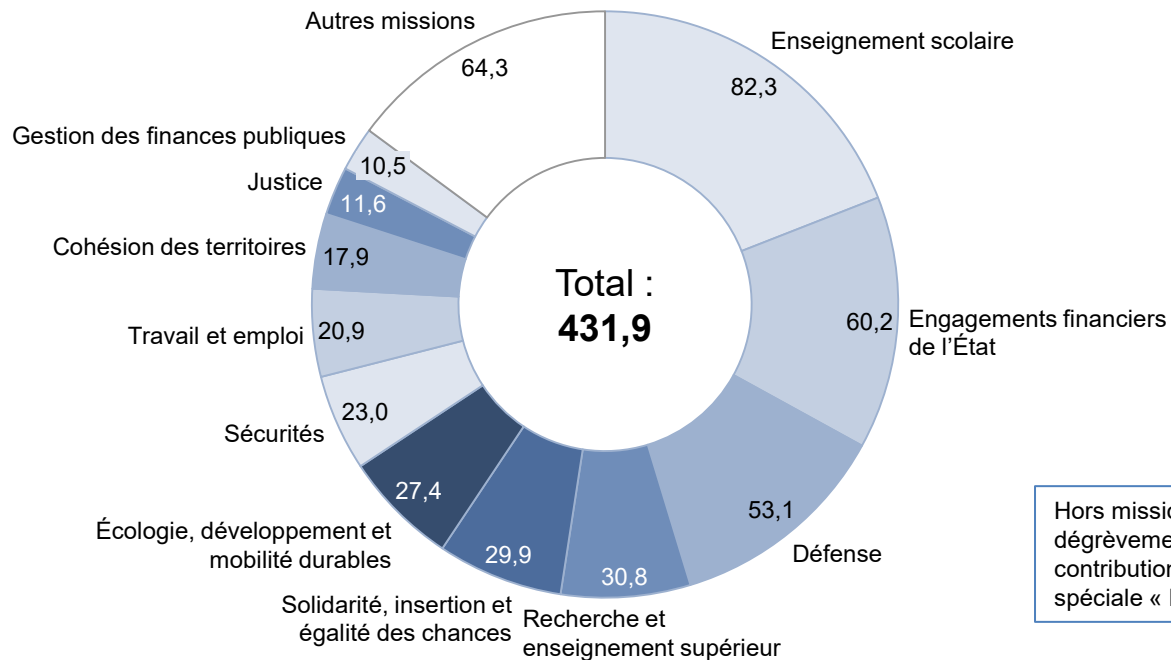


Les dépenses de l'État ou le budget des non-choix

La mission « Engagements financiers de l'État » redevient la deuxième mission du budget général, illustrant le retour du poids de la dette dans les choix budgétaires

Les principales missions du budget général en crédits de paiements

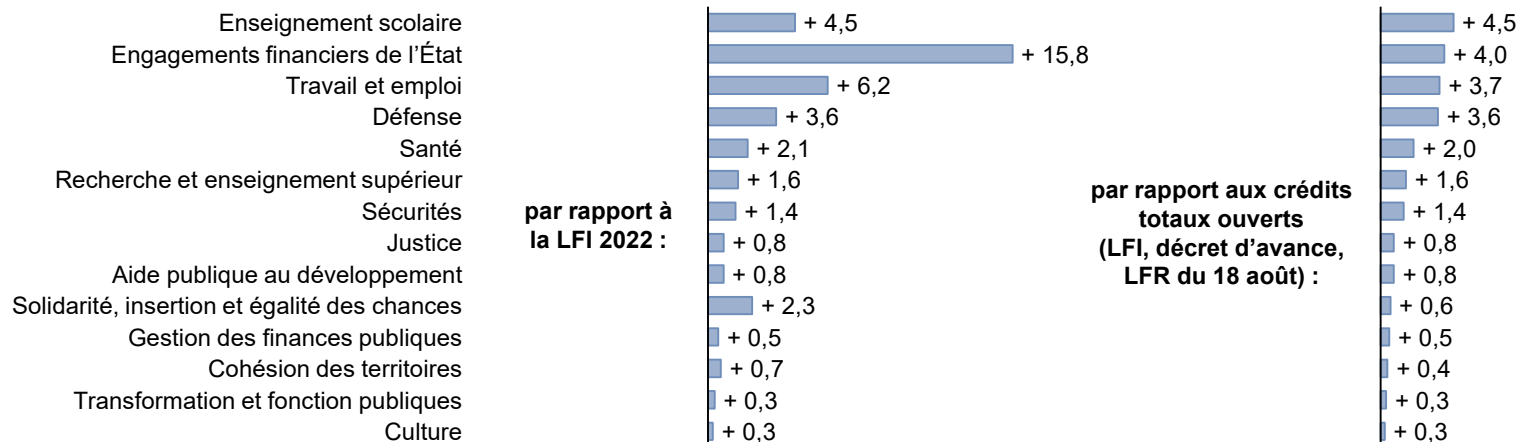
(en milliards d'euros)



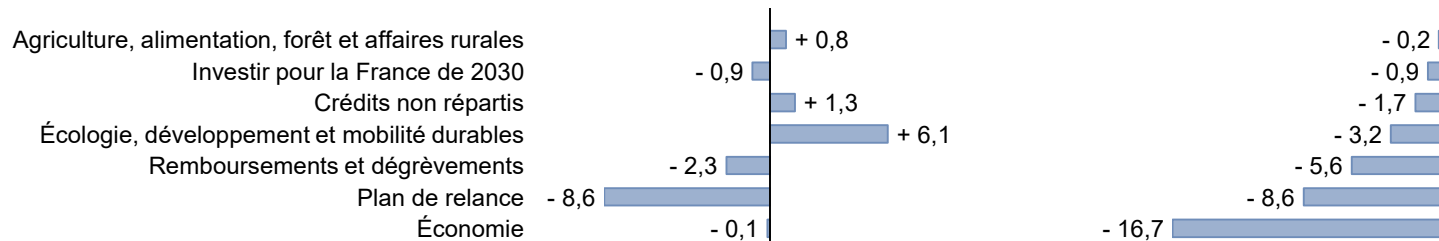
L'augmentation des crédits est particulièrement marquée par rapport à la loi de finances initiale pour 2022, dans le prolongement des crédits ouverts en cours d'année

Évolution des crédits des missions entre 2022 et 2023

(en milliards d'euros)



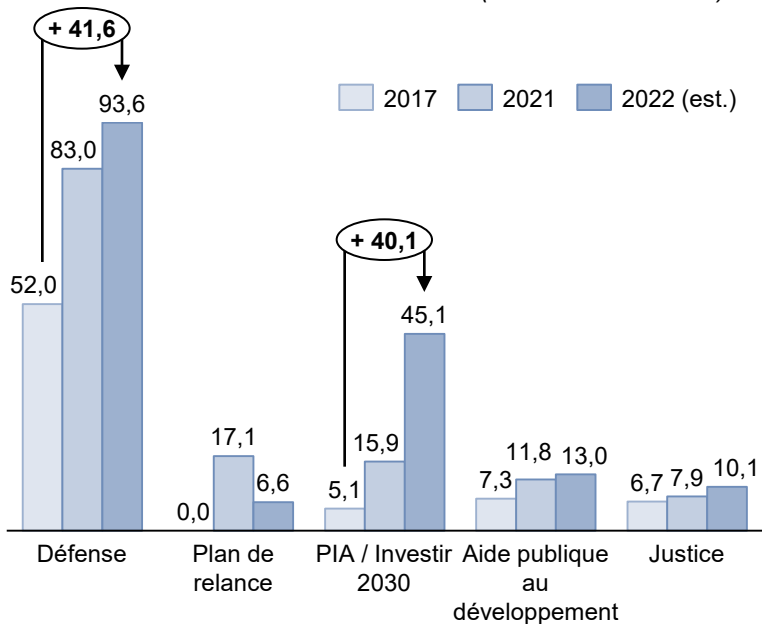
hors missions dont les crédits évoluent de moins de 0,3 milliard d'euros



Le niveau exceptionnel des dépenses déjà engagées contraint les décisions budgétaires à venir

Évolution des restes à payer entre 2017 et 2022

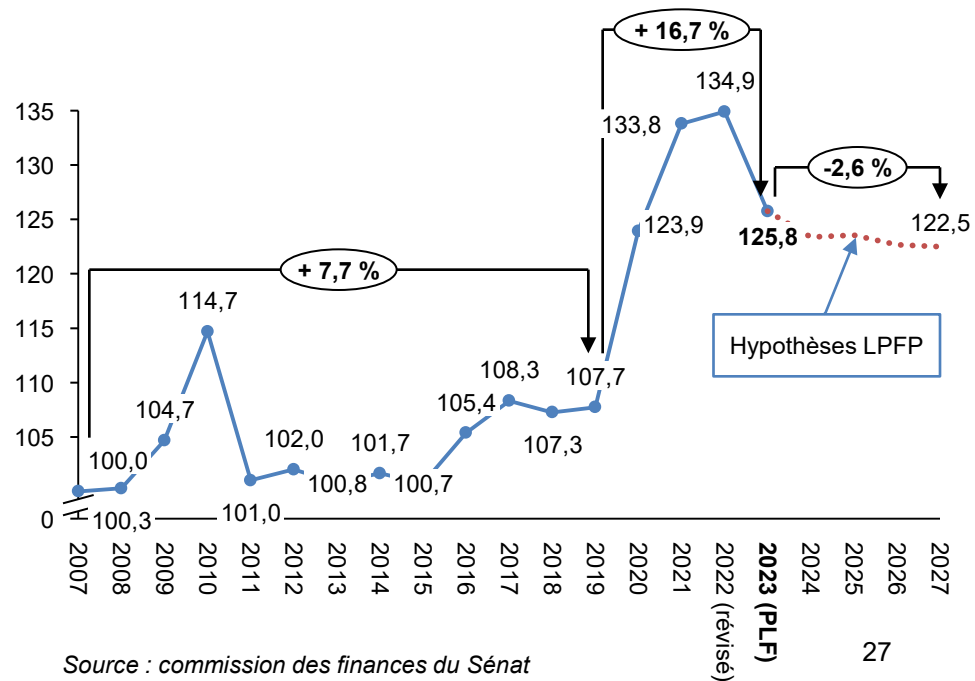
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat

Évolution à moyen terme des dépenses nettes du budget général, corrigées de l'inflation

(en milliards d'euros)

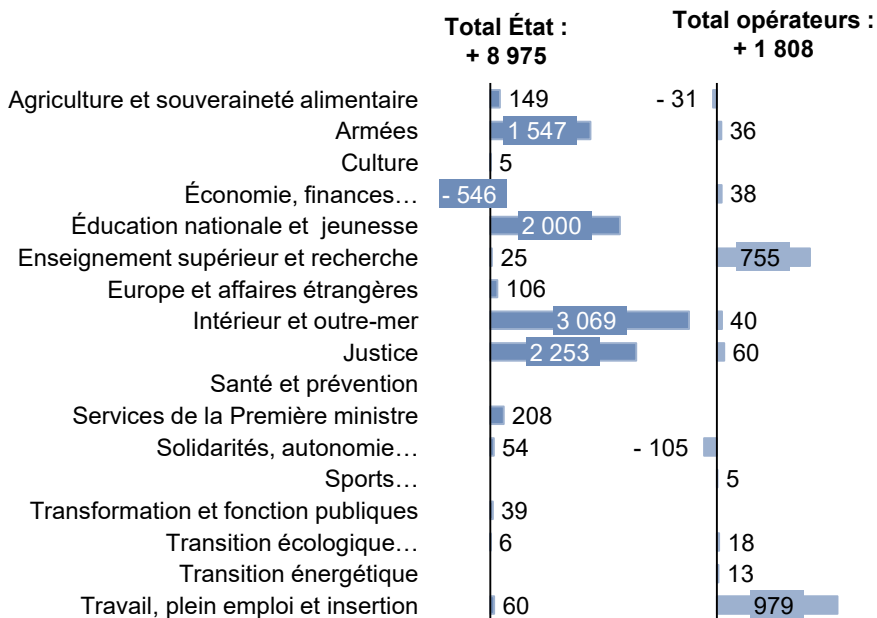


Source : commission des finances du Sénat

Les dépenses de personnel augmentent par l'effet du nombre des emplois créés comme des rémunérations

Évolution des effectifs dans les ministères en 2022

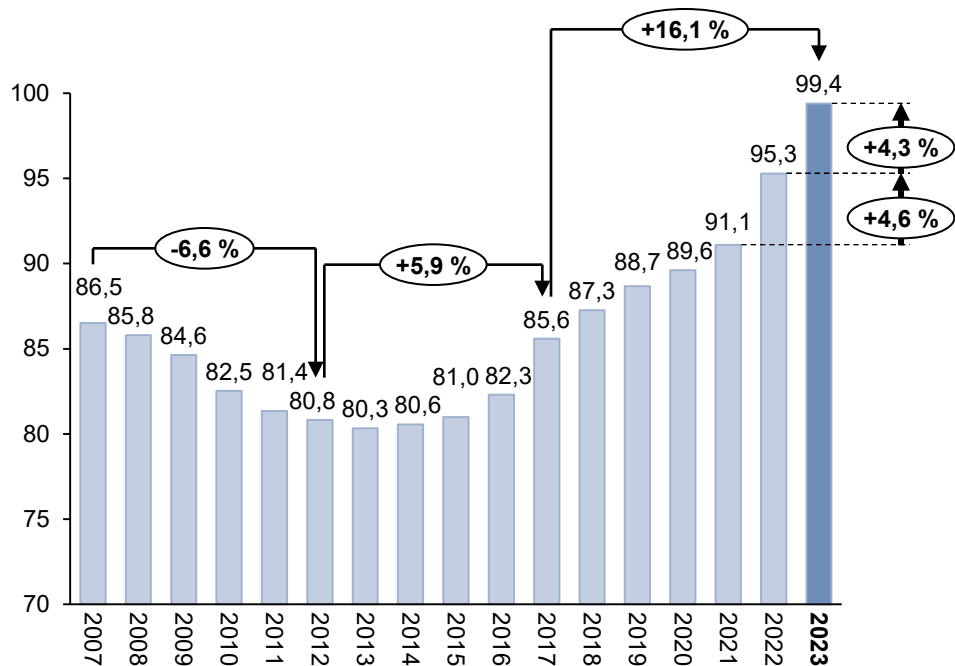
(en équivalents temps plein)



Source : commission des finances du Sénat

Évolution annuelle de la masse salariale (hors pensions)

(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat



Projet de loi de finances pour 2023

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 2 novembre 2022

